

PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction de la Coordination des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial  
Bureau de l'environnement et de l'utilité publique

ARRÊTÉ

du 12 SEP. 2019

mettant en demeure la société SAS D. SPIELMANN, pour ses installations  
situées 20 rue des Frères Eberts à 67 100 STRASBOURG, de respecter  
des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

Le Préfet de la Zone de Défense et de Sécurité Est  
Préfet de la Région Grand Est  
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement et notamment son article L.171-8.1 ;
- VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du Code de l'environnement ;
- VU l'arrêté ministériel du 06 juin 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2711 (déchets d'équipements électriques et électroniques), 2713 (métaux ou déchets de métaux non dangereux, alliage de métaux ou déchets d'alliage de métaux non dangereux), 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008 portant autorisation d'exploiter, au titre du livre V, titre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement – SAS D. SPIELMANN à STRASBOURG ;
- VU le rapport du 21 août 2019 de la visite du 8 août 2019 de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que la visite d'inspection du 8 août 2019 a mis en évidence les non-conformités suivantes aux prescriptions des articles rappelés entre crochets de l'arrêté préfectoral susvisé ;

- L'exploitant ne dispose pas d'une consigne de vérification périodique de la tuyauterie susceptible de contenir du gaz [article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008] ;
- l'exploitant ne dispose pas de plan d'intervention [article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008] ;
- Le personnel ne réalise pas, annuellement, d'exercices périodiques sur l'utilisation des équipements de lutte contre l'incendie [article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008] ;
- L'exploitant n'est pas autorisé à accepter les réfrigérateurs, les bouteilles de gaz, ni les cyclomoteurs hors d'usage [article 18.3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008] ;
- L'exploitant a exposé qu'il ne réalisait pas un contrôle visuel lors de l'admission ou lors du déchargement des déchets réceptionnés, provenant des sociétés extérieures ou des particuliers [article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018] ;
- Le registre des observations relatives à ces exercices est inexistant [article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008] ;
- L'exploitant ne réalise pas de surveillance annuelle de ses rejets d'eaux pluviales [article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008] ;
- Un avaloir du réseau de collecte des eaux pluviales était bouché [article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008] ;

CONSIDÉRANT les termes de l'article L 171-8 du Code de l'environnement qui dispose qu' : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* » ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Bas-Rhin ;

## ARRÊTE

### Article 1 :

La société SAS D. SPIELMANN, est mise en demeure de respecter, pour ses installations situées 20 rue des Frères Eberts à STRASBOURG, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, les prescriptions suivantes :

- *article 7.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008 : « [...] L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées les résultats des contrôles périodiques de l'année n avant le 15 janvier de l'année n+1. [...] »*
- *article 9.2.1 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008 : « [Egouts et canalisations] : Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes. [...] »*
- *article 15.7 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008 : « Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit les consignes d'exploitation des différentes installations présentes sur le site. [...] En particulier : [...] »*
  - *Les tuyauteries susceptibles de contenir du gaz doivent faire l'objet d'une consigne de vérification périodique. [...]*

*Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les ans, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »*

- *article 16.3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008 : « L'exploitant établit un plan d'intervention qui précise notamment :
 
    - l'organisation ;
    - les effectifs affectés ;
    - le nombre, la nature et l'implantation des moyens de lutte contre un sinistre répartis dans l'établissement ;
    - les moyens de liaison avec les Services d'incendie et de secours ... ».*
- *article 18.3 de l'arrêté préfectoral du 27 juin 2008 : « Les déchets acceptés sur le site sont les suivants :
 
  - métaux ferreux (chutes de fabrication, objets métalliques mis au rebut) : 6 000 t/an
  - métaux non ferreux (cuivre, bronze, laiton, aluminium, plomb doux, zinc, étain...) : 4 500 t/an, à l'exclusion du mercure ;
  - déchets industriels banals : gravats de démolition non souillés par des hydrocarbures et ne contenant pas d'amiante, bois, palettes, cartons, plastiques (1 200 m³/semaine), stockés sous le hall 1 ;
  - déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) en transit : 100 tonnes/mois ; produits blancs à l'exclusion des réfrigérateurs, produits bruns (audio-visuel), produits gris (informatique et bureautique), stockés dans des bennes, sous le bâtiment 2. »*

*Les véhicules hors d'usage (VHU), les bidons métalliques fermés ou non vidés, ainsi que les bouteilles de gaz, ne seront pas acceptés.*

*La superficie de stockage des métaux ferreux et non ferreux sera de 2 300 m².*

*Les déchets ferreux seront chargés dans des bennes pour livraison ultérieure.*

*Les métaux non ferreux seront triés pour optimiser les matières premières secondaires. »*

- *l'article 13 de l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 : (Gestion déchets réceptionnés)  
[...] III. Procédure d'admission*

*L'installation comporte une aire d'attente à l'intérieur de l'installation pour la réception des déchets. Les déchets ne sont pas admis en dehors des heures d'ouverture de l'installation.*

*a) Lors de l'arrivée des déchets sur le site, l'exploitant : [...]*

*- recueille les informations nécessaires au renseignement du registre prévu par l'article R. 541-43 du Code de l'environnement et mentionné dans l'arrêté du 29 février 2012 susvisé ;*

*- réalise un contrôle visuel lors de l'admission sur site ou lors du déchargement ; [...] »*

**Article 2 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer dans les délais aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'Environnement.

**Article 3 :**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 4 :**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Strasbourg (31 Avenue de la Paix – 67 000 Strasbourg) ou sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), par le pétitionnaire dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

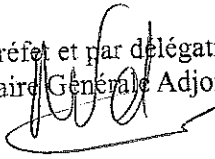
**Article 5 :**

Le Secrétaire général de la Préfecture du Bas-Rhin, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (service de l'Inspection des Installations Classées), sont chargés chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SAS D. SPIELMANN par lettre recommandée avec avis de réception.

Une copie du présent arrêté est adressée au maire de la Commune de Strasbourg.

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation  
La Secrétaire Générale Adjointe



Nadia IDIRI